

CORPORATION DATACOM WIRELESS

RAPPORT DU PREMIER TRIMESTRE
Trois mois terminés le 31 mars 2007



RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport contient les résultats financiers et présente la situation financière de Corporation Datacom Wireless pour l'exercice financier de trois mois terminés le 31 mars 2007. Ces commentaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers non vérifiés de Corporation Datacom Wireless (la « Société ») et leurs notes afférentes pour la période correspondante. Pour obtenir plus de renseignements sur Corporation Datacom Wireless, visitez le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Internet de la Société à www.datacom.com.

Les états financiers intérimaires et le rapport de gestion ont été révisés par le comité de vérification de la Société et approuvés par son Conseil d'administration. Les vérificateurs externes n'ont pas révisé les états financiers intérimaires ni le rapport de gestion.

Dans le présent rapport, les termes « nous », « notre », « nos », «Datacom », « entreprise » et « Société » renvoient à Corporation Datacom Wireless. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. La Société présente ses résultats en dollars canadiens. Ainsi, tous les montants indiqués dans ce rapport sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent rapport se fonde sur l'information dont disposait la direction le 30 mai 2007.

Nous n'avons pas été un émetteur assujéti au cours des huit trimestres terminés à la clôture du dernier exercice se terminant le 31 décembre 2006 ni n'avons, avant de devenir un émetteur assujéti, dressé des états financiers trimestriels selon les PCGR pour cette période. Cependant, pour les fins de ce rapport de gestion et afin de pouvoir faire les comparaisons appropriées avec le présent trimestre, nous avons maintenant préparé des états financiers trimestriels conformément aux PCGR pour le trimestre se terminant le 31 mars 2007.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient certains énoncés prospectifs qui reflètent les objectifs, estimés et hypothèses de la Société. Les énoncés prospectifs renferment habituellement des déclarations utilisant des expressions telles que « anticiper », « croire », « projeter », « s'attendre à », « planifier », « avoir l'intention de » ou d'autres expressions semblables suggérant des résultats futurs, ou des énoncés que des actions, des événements ou des conditions « peuvent » ou « pourraient » se produire ou être prises à l'avenir, ou exprimer la probabilité qu'ils se produisent ou soient prises à l'avenir. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent de nombreuses hypothèses, de nombreux risques et incertitudes et d'autres facteurs qui contribuent à la possibilité que l'issue prédite ne se produira pas.

Sont inclus au nombre des facteurs qui pourraient faire en sorte que les événements, les résultats ou les issues réels soient considérablement différents de ceux exprimés dans les énoncés prospectifs au présent rapport, ceux présentés sous la rubrique « Facteurs de risque » et ailleurs dans le présent rapport. Les lecteurs devraient savoir que la liste des risques énoncés sous la rubrique « Facteurs de risque » n'est pas exhaustive.

Bien que la Société croie que les attentes reflétées dans ses énoncés prospectifs soient raisonnables, elle ne peut garantir les futurs résultats, les niveaux d'activités, l'exécution ou l'accomplissement ou d'autres événements futurs. D'ailleurs, ni la Société ni n'importe qui n'assume autrement la responsabilité de l'exactitude et de la perfection des énoncés prospectifs. La Société est sous aucune obligation de mettre à jour n'importe quel de ses énoncés prospectifs après la date du placement. Tous les énoncés prospectifs de ce placement sont qualifiés par cet avertissement et il ne peut y avoir aucune assurance que les résultats ou les développements réels prévus par la Société soient réalisés. Pour les raisons énoncées ci-dessus, le lecteur ne devrait pas placer une confiance induite dans les énoncés prospectifs.

I. SOMMAIRE

Datacom est une société en croissance qui conçoit et fournit des solutions essentielles de gestion de flottes et de véhicules et des systèmes de protection contre le vol en ayant recours à des technologies de communications sans fil et de positionnement par satellites à la fois pour les marchés commerciaux et des consommateurs. Toutes ces solutions intègrent un logiciel convivial de gestion de données basé sur Internet qui comprend à la fois des outils de création de rapports sous forme tabulaire ou cartographique.

II. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Bénéfices avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») est une mesure utilisée afin de comparer les résultats d'exploitation d'une période à une autre. BAIIA n'est pas une mesure de gains reconnue par les PCGR et n'a pas une définition standard reconnue par les PCGR. Notre façon de calculer le BAIIA peut être différente des méthodes utilisées par d'autres émetteurs.

Le lecteur est prévenu que le BAIIA ne peut être perçu comme une alternative au bénéfice net ou perte nette déterminés conformément aux PCGR comme étant indicatif de notre performance ou au flux de trésorerie lié aux activités d'exploitation et d'investissements en tant que mesure de liquidité et flux de trésorerie. L'indicateur financier conforme au PCGR et se rapprochant le plus du BAIIA est le bénéfice net.

III. FAITS SAILLANTS DU PREMIER TRIMESTRE

- Le 19 mars 2007, la Société a signé une lettre confirmant son intention de procéder à un premier appel public à l'épargne ("PAPE") d'approximativement 10 \$ millions avec le preneur ferme Raymond James Itée.
- Durant le premier trimestre de 2007, l'addition de nouveaux clients se résume comme suit :
 - 25 nouveaux clients Mobicom (marché commercial);
 - 384 nouveaux clients Mobilus (marché consommateur);
 - 1 476 nouveaux clients Mobiguard (marché consommateur).
- Durant le premier trimestre de 2007, un total de 350 unités Mobicom ont été vendues.
- En mars 2007, un total de 202 unités Mobicom ont été livrées, ce qui représente le nombre le plus important d'unités pour un seul mois.
- En mars 2007, un crédit d'impôt à la recherche et au développement de 257 000 \$ a été reçu.
- Depuis la fin du premier trimestre de 2007, des faits saillants sont survenus et doivent être mentionnés :
 - Le prospectus final pour un PAPE de 10 \$ millions a obtenu son visa définitif de l'Autorité des marchés financiers et la clôture est prévue le ou vers le 6 juin 2007.
 - De nouveaux forfaits d'utilisation ont été introduits le 1 avril 2007 pour les clients Mobicom résultant en une augmentation des revenus récurrents de ce produit d'approximativement 10 %.
 - Le revenu récurrent annuel moyen pour Mobilus, notre système de protection contre le vol et de récupération de véhicules volés, a été augmenté le 1^{er} avril 2007 :
 - Mobilus 1.0: augmentation moyenne de 30.2 % (de 119,40 \$ à 155,40 \$ annuellement)

- Mobilus 1.5: augmentation moyenne de 7.7 % (de 155,40 \$ à 167,40 \$ annuellement)
- Lancement de Mobilus 3.0, notre solution Mobilus numérique, avec un revenu récurrent annuel de 179,40 \$ par unité.
- Introduction d'un rapport de kilométrage dans l'application Mobicom pour l'analyse des crédits de taxes d'essence par province/état.

III. RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU PREMIER TRIMESTRE

Les tableaux suivants présentent les principales informations financières pour les périodes indiquées et sont tirés de nos états financiers non vérifiés.

Tableau 1 : principales informations financières

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trimestres terminés le 31 mars	
	2007	2006
Ventes	1 663 \$	1 506 \$
Marge bénéficiaire brute	691	643
Frais généraux et administratifs	494	492
Ventes et marketing	319	335
Recherche et développement	255	208
Crédits d'impôts à la recherche et au développement	(97)	(60)
Exploitations	156	125
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	480	375
Intérêts sur billet à ordre	60	-
Autres frais financiers	41	19
Dépréciation et amortissement	28	39
Perte nette	(1 045) \$	(890) \$
Perte nette par action :		
De base et diluée	(0,39) \$	(0,33) \$
Après restructuration du capital et regroupement	(0,06) \$	S/O

Le tableau 2 ci-dessous représente une mesure non-conforme aux PCGR que la direction estime être une mesure utile dans le but de comparer les résultats d'exploitation avec une autre compagnie dans son secteur.

Table 2: Net loss to EBITDA reconciliation

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trimestres terminés le 31 mars	
	2007	2006
Perte nette	(1 045) \$	(890) \$
Intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables	480	375
Intérêts sur billet à ordre	60	-
Autres frais financiers	41	19
Dépréciation et amortissement	28	39
BAIIA	(436) \$	(457) \$
BAIIA par action :		
De base	(0,03) \$ ⁽¹⁾	(0,04) \$ ⁽²⁾

⁽¹⁾ Calcul basé sur 16 840 109 d'actions ordinaires en circulation avant le regroupement d'actions ordinaires dans un ratio de 3 pour 1 et avant la restructuration du capital.

⁽²⁾ Calcul basé sur 12 704 439 d'actions ordinaires en circulation en présumant un effet comparable après avoir complété la restructuration du capital-actions privilégié en actions ordinaires suivi d'un regroupement d'actions ordinaires dans un ratio de 3 pour 1.

Revenus

La Société génère principalement ses revenus par une croissance interne, à partir de la vente d'unités de télématique et des frais de service récurrents mensuels associés à ces unités. Un faible pourcentage des revenus est généré à partir d'activités de services professionnels, d'installation, de réparation et de vente de plans de garantie prolongée.

La promotion des produits et services se fait par nos canaux de vente directs et indirects. La force de vente directe est située au Québec et en Ontario. Les revenus proviennent presque exclusivement du Canada.

De par sa nature, notre industrie est sujette à des variations saisonnières. Historiquement, le premier trimestre de l'année fiscale correspond à la plus petite contribution trimestrielle de l'année, soit 23 % en 2005 et 21 % en 2006.

Le revenu de 1,66 \$ millions du premier trimestre de 2007 représente une augmentation de 10,4 % par rapport au revenu du premier trimestre de 2006 de 1,51 \$ millions .

La proportion du revenu récurrent par rapport au revenu total du premier trimestre de 2007 est de 45,2 %. Cette mesure se compare favorablement au résultat du premier trimestre de 2006 pour lequel la proportion du revenu récurrent par rapport au revenu total représentait 41,5 %.

Le revenu récurrent a augmenté de 20,3 % d'une année sur l'autre, passant de 0,62 \$ million pour le premier trimestre de 2006 à 0,75 \$ million pour le premier trimestre de 2007.

Marge bénéficiaire brute

Le pourcentage de marge bénéficiaire brute a diminué de 2,6 % d'une année sur l'autre, passant de 42,7 % du revenu pour le premier trimestre de 2006 à 41,6 % du revenu pour le premier trimestre de 2007. La marge bénéficiaire brute, en dollars, a augmenté de 7,5 % d'une année sur l'autre, passant de 0,64 \$ million pour le premier trimestre de 2006 à 0,69 \$ million pour le premier trimestre de 2007.

Charges d'exploitation

Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs se rapportent principalement aux coûts liés au personnel administratif, aux honoraires professionnels et légaux, aux loyers, aux assurances et aux autres frais généraux et coûts indirects. Des créances douteuses liées aux comptes-clients sont enregistrées dans les frais généraux. Les frais généraux et administratifs sont fixes et ne varient pas proportionnellement aux revenus à l'exception des dépenses associées aux créances douteuses.

Les dépenses reliées aux frais généraux et administratifs ont légèrement augmentés de 0.2 % année sur année de 0,492 \$ million dans le premier trimestre de 2006 à 0,494 \$ million dans le premier trimestre de 2007.

Ventes et marketing

Les dépenses de ventes et de marketing se composent principalement des salaires du personnel de ventes. D'autres composantes significatives incluent des coûts de publicité et d'expositions commerciales.

Les dépenses liées aux ventes et au marketing ont diminué de 5,0 % passant de 0,34 \$ million dans le premier trimestre de 2006 à 0,32 \$ million dans le premier trimestre de 2007.

Recherche et développement

La Société investit dans la recherche et le développement afin de conserver sa position de leadership sur les marchés qu'elle dessert et afin d'ajouter de nouvelles fonctionnalités ou d'introduire de nouveaux produits. Les dépenses en recherche et en développement ne fluctuent pas avec les revenus, mais sont périodiquement évaluées par rapport aux revenus et ajustées si nécessaire. Les dépenses en recherche et en développement consistent principalement en des coûts de personnel et de matériel. Ces dépenses sont présentées avant de déduire les crédits d'impôt sur la recherche et le développement. Les crédits d'impôt sur la recherche et le développement sont présentés distinctement.

Les dépenses reliées à la recherche et au développement ont augmentées de 22,9 % passant de 0,21 \$ million dans le premier trimestre de 2006 à 0,26 \$ million dans le premier trimestre de 2007. L'augmentation est principalement attribuée aux efforts additionnels associés à l'introduction de nouveaux produits.

Exploitation

Les dépenses d'exploitation sont principalement reliées au personnel impliqué au service à la clientèle et au centre de commande. Pour la plupart, les dépenses d'exploitation sont fixes et ne fluctuent pas proportionnellement avec les revenus.

Les dépenses reliées à l'exploitation sont demeurées relativement comparables à 0,16 \$ million dans le premier trimestre de 2007 à 0,12 \$ million dans le premier trimestre de 2006.

Dépréciation et amortissement

La dépréciation et l'amortissement proviennent des immobilisations. Pour plus de détails, référer à la note 1 des états financiers vérifiés pour les méthodes d'amortissement utilisées.

Frais financiers

Nos frais financiers sont principalement composés de ce qui suit (i) intérêts implicites sur les actions privilégiées rachetables, (ii) intérêts sur billets à ordre et (iii) amortissement des frais de financement reportés.

Les intérêts implicites sur actions privilégiées rachetables (tels que spécifiés dans le tableau 1) sont reliés aux actions privilégiées rachetables émises entre 2003 et 2005. Immédiatement avant la clôture, ces actions privilégiées rachetables ainsi que les intérêts implicites cumulés et les dividendes seront, dans le contexte de notre restructuration du capital, automatiquement convertis en actions ordinaires. Cette conversion d'actions privilégiées rachetables aura un impact favorable sur l'état des résultats de la Société car celle-ci n'encourra plus d'intérêts implicites à partir de la date de la séance de clôture. Puisque les montants associés aux intérêts implicites sont importants, il y aura une réduction significative de notre perte nette dès le deuxième trimestre de 2007.

En 2006, nous avons obtenu un prêt portant intérêt sous forme de billets à ordre de nos actionnaires et pour lesquels nous avons encourus des frais d'intérêts. Immédiatement avant la clôture, certains de nos actionnaires exerceront une portion de leurs bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C. Ceci aura pour effet d'annuler les billets à ordre et les intérêts encourus et de rendre inutilisables les autres bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C non exercés.

Au début de l'année financière 2007, la Société appliquera la section 3855 de l'ICCA « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » qui est applicable à toutes les sociétés ouvertes pour les fins d'exercice débutant après le 1 octobre 2006. Ce nouveau standard sera appliqué sans avoir à déclarer à nouveau les montants pour frais financiers reportés pour les périodes précédentes. Lors de la première application, tous les ajustements aux montants des frais financiers reportés seront reconnus comme un ajustement sur le solde d'ouverture du déficit. Au 1 janvier 2007, la Société a enregistré une augmentation du solde d'ouverture du déficit de 32 218 \$.

IV. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers intérimaires non vérifiés de la Société sont préparés selon les normes PCGR canadiennes utilisant les mêmes conventions comptables énumérées dans nos états financiers annuels vérifiés pour les années financières terminées les 31 décembre 2006 et 2005.

Frais de recherche et de développement

Les crédits d'impôts à la recherche et au développement sont comptabilisés et présentés séparément dans l'état des résultats d'exploitation en utilisant la méthode de réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôts associés à des dépenses admissibles sont comptabilisés comme une réduction des charges s'y rapportant dans l'année subséquente. Ces dépenses admissibles sont utilisées lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'ils se matérialiseront.

Dans le premier trimestre de 2007, la Société a perçu un crédit d'impôts de 257 000 \$ associé aux dépenses de recherche et de développement de 2005.

Pendant le premier trimestre de 2007, la Société a enregistré une provision de 97 000 \$ pour l'année financière courante. La Société a l'intention de continuer à enregistrer des provisions pour les crédits d'impôts en utilisant le taux applicable.

Rémunération à base d'actions

Nous avons un régime d'options d'achat d'actions pour les administrateurs, les directeurs, les consultants et les employés. Nous avons adopté la section révisée de l'ICCA 3870 « Rémunération à base d'actions et autres paiements à base d'actions » qui exige la comptabilisation selon la méthode de la juste valeur pour tous les octrois d'actions. Nous passons en charges tous les octrois selon la méthode de la juste valeur. Selon la méthode de la juste valeur, le coût des options est mesuré à la juste valeur à la date d'octroi, et il est passé en charges sur la durée du délai d'acquisition de l'octroi. Un crédit d'un montant correspondant est inscrit au surplus d'apport.

À l'exercice des options d'achat d'actions, le montant porté au crédit du capital-actions correspond à la somme de toute contrepartie reçue des participants au régime et du montant connexe porté préalablement au crédit du surplus d'apport. La détermination de la juste valeur des options d'achat d'actions demande à la direction de faire certains estimés sur la durée de vie des options et la volatilité attendue des actions. Un changement de ces facteurs peut impacter le montant de la compensation enregistrée dans le bulletin de paie.

VII. DESCRIPTION DU CAPITAL-ACTIONS AU 31 MARS 2007

Notre capital-actions autorisé est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, d'actions privilégiées rachetables de catégorie A, d'actions privilégiées rachetables de catégorie B et

d'actions privilégiées rachetables de catégorie C, dont 2 700 000 actions ordinaires, 6 698 000 actions privilégiées rachetables de catégorie A, 10 050 872 actions privilégiées rachetables de catégorie B et 12 804 014 actions privilégiées rachetables de catégorie C sont présentement émises et en circulation.

Catégorie	Quantité	Capital souscrit	Intérêts implicites /cours	Total
Actions ordinaires	2 700 000	89 \$	S/O	89 \$
Actions privilégiées de catégorie A	6 698 000	5 397 918 \$	2 025 739 \$	7 423 657 \$
Actions privilégiées de catégorie B	10 050 872	8,099,999	2 755 287	10 855 286
Actions privilégiées de catégorie C	12 804 014	3 580 004	584 541	4 164 545
Total d'actions privilégiées	29 552 886	17 077 921	5 365 567	22 443 488
Bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A	822 672	S/O	S/O	S/O
Bon de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C	13 700 527	S/O	S/O	S/O
Billets à ordre	S/O	1 915 337 \$	163 300 \$	2 078 637 \$

VII. RESTRUCTURATION DU CAPITAL

Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a signé une entente avec le preneur ferme Raymond James Ltée afin de devenir une société ouverte. Elle a déposé le prospectus final et définitif le 29 mai 2007.

Actions ordinaires et privilégiées

Conformément aux dispositions de nos statuts, toutes les actions privilégiées émises et non exécutées de catégorie A, B et C seront automatiquement converties en actions ordinaires simultanément à la clôture du PAPE. Le taux de conversion pour les actions privilégiées de catégories A et B sera approximativement de 1,3499 actions ordinaires pour chaque action privilégiée de catégorie A et B. Les actions privilégiées de catégorie C seront converties dans un ratio de un pour un. Nos statuts prévoient également un dividende cumulatif et préférentiel sur les actions privilégiées de catégorie B. Après la conversion automatique des actions privilégiées de catégorie B en actions ordinaires, le dividende préférentiel cumulatif non payé sur les actions privilégiées de catégorie B s'élèvera à 2 885 684 \$ et sera converti en 4 833 642 actions ordinaires en date du 31 mai 2007.

Après avoir donné suite à la restructuration du capital-actions tel que décrit ci-dessus, les actionnaires ont approuvé une consolidation des actions ordinaires émises et en circulation par

laquelle chaque trois actions ordinaires émises seront échangées pour une nouvelle action ordinaire (le « regroupement »).

Après la clôture, la restructuration et le regroupement de la structure du capital sera composée de 16 840 109 actions ordinaires.

Bons de souscription

Au 31 mars 2007, la Société avait en circulation 822 672 bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A et 13 700 527 bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C. Chaque bon de souscription permettra au porteur de faire l'acquisition d'une action ordinaire.

Bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A

Chacun des bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A pouvait être exercé à un prix de 1,27 \$ en date du 31 mars 2007.

Les bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A ne prévoient pas une clause d'aliénation en cas de non exercice au moment du PAPE. Après le regroupement, les bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie A qui n'auront pas été exercés seront ajustés afin de refléter les effets de la restructuration du capital et le regroupement.

À la clôture, après la restructuration et le regroupement, il y aura 822 672 bons de souscription d'actions privilégiées rachetables, chacun autorisant le détenteur à acquérir 0,45 action ordinaire à un prix d'exercice de 1,27 \$. Ces bons de souscription expireront le 26 mars 2008. Étant donné leur prix d'exercice, nous prévoyons qu'aucune action privilégiée de catégorie A ne sera exercée avant la clôture.

Bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C

Chacun des bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C pouvait être exercé moyennant un prix de 0,2796 \$ au 31 mars 2007. Nous avons avisé les détenteurs des bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C de la clause d'aliénation applicable au moment de la clôture. Des 13 700 527 bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C en circulation, 7 573 368 bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C seront exercés avant la clôture. Le prix d'exercice de ces bons de souscription sera déduit des montants que nous devons aux détenteurs de ces bons de souscription relativement aux billets à ordre de 2 117 514 \$ que nous avons émis. Selon les termes de leurs modalités, tous les bons de souscription d'actions privilégiées rachetables de catégorie C non exercés deviendront nuls et non avenue après la restructuration du capital et le regroupement.

Le capital-action après la restructuration est résumé ci-dessous :

Description	Quantité	Total
Actions ordinaires	16 840 109	24 869 836 \$
Actions privilégiées de catégorie A	0	0
Actions privilégiées de catégorie B	0	0
Actions privilégiées de catégorie C	0	0
Total des actions privilégiées	0	0

Bons de souscription d'actions ordinaires ⁽¹⁾	822 672	S/O
Bons de souscription d'actions de catégorie C	0	S/O
Billets à ordre	S/O	\$0

⁽¹⁾ Anciennement, les bons de souscription d'actions privilégiées de catégorie A. Ce nouveau bon de souscription permet au détenteur d'acquérir 0,45 action ordinaire à un prix d'exercice de 1,27 \$. Ces bons de souscription expireront le 26 mars 2008.

VIII. LIQUIDITÉ ET RESSOURCES EN CAPITAL

Bilan

<i>(en 000 \$ sauf pour les données par action)</i>	Trimestres terminés le 31 mars	
	2007	2006
Fonds de roulement	934	1 132
Ratio du fonds de roulement	1,50 : 1	1,61 : 1
Actions privilégiées rachetables	22 038	21 963
Dette à long terme (incluant les obligations découlant des contrats de location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an)	2 012	1 773

La direction considère que le présent fonds de roulement combiné au produit net du PAPE sera suffisant à financer les opérations de la Société pour les vingt-quatre prochains mois.

Les actions privilégiées rachetables en circulation au 31 mars 2007 seront converties en actions ordinaires à la fermeture du PAPE. À la suite de cette restructuration du capital, elles seront reclassées dans la section du capital-actions du bilan du deuxième trimestre de 2007.

À la suite du remboursement des billets à ordre lors de la restructuration du capital-actions, la dette à long terme sera réduite à approximativement 148 000 \$.

Sommaire de l'état des flux de trésorerie

<i>(En 000 \$ de dollars)</i>	Trimestres terminés le 31 mars 2007	
	2007	2006
Activités d'exploitation	(484) \$	(462) \$
Activités de financement	324	(4)
Activités d'investissement	(6)	(31)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	(166) \$	(497) \$

Engagements contractuels

La trésorerie dépend d'un certain nombre de facteurs comprenant les fluctuations dans les résultats d'exploitation et du fonds de roulement. En conséquence, l'impact des engagements contractuels sur la liquidité et les ressources en capital futures devrait être analysé en même temps que ces facteurs. Les produits sont typiquement vendus avec une garantie de produit de 12 mois. La direction passe en revue les coûts historiques de garantie et enregistre des provisions de dépenses de garantie en conséquence. La Société a 2,01 \$ millions (comprenant les billets à ordre, les obligations découlant des contrats location-acquisition et la portion échéant à moins d'un an) de dette à long terme en date du 31 mars 2007. Cette dette à long terme, à l'exclusion des billets à ordre est composée d'un prêt libre d'intérêt de Développement Économique du Canada avec un engagement restant d'approximativement 148 000 \$.

Le tableau suivant identifie les obligations contractuelles et les engagements de la Société d'effectuer des paiements futurs dans le cadre des contrats en date du 31 mars 2006.

<i>En 000 \$</i>	Total	2007	2008	2009	2010	2011+
Dettes à long terme	148 \$	25 \$	49 \$	49 \$	25 \$	\$-
Billets à ordre ⁽¹⁾	1,915	-	-	1,915	-	-
Obligations contrats d'acquisition	36	16	20	-	-	-
Obligations contrats d'opérations	83	35	26	9	9	4
Bail bureau administratif	843	160	217	229	217	20
Total	3 025 \$	236 \$	312 \$	2 202 \$	251 \$	24 \$

⁽¹⁾ Les billets à ordre seront éliminés suite à la restructuration du capital.

La Société n'a aucunes activités hors bilan. L'ensemble de ses obligations est décrit sous « Obligations contractuelles » et « Instruments financiers ».

Opérations entre entités apparentées

La Société n'a conclue aucune transaction avec d'autres entités apparentées pendant le premier trimestre de 2007.

Instruments financiers

Suite au PAPE, la direction appliquera la section 3855 du manuel « Instruments financiers » de l'ICCA qui est applicable à toutes les sociétés ouvertes pour la période financière débutant après le 30 octobre 2006. Puisque la plupart des instruments financiers seront éliminés avec la restructuration du capital mentionnée ci-dessus, ceci n'influencera pas de façon matérielle les états financiers de 2007.

Changements des conventions comptables

La direction ne prévoit aucun changement matériel des conventions comptables en devenant une société ouverte à l'exception de ce qui suit : elle appliquera la section 3855 du manuel « Instruments financiers de l'ICCA – comptabilisation et mesure » qui est applicable à toutes les sociétés ouvertes pour la période financière débutant après le 30 septembre 2006. La direction n'a pas encore analysé l'effet de cette section sur la position financière de la Société en date du 1 janvier 2007. Tel que décrit ci-dessus, la restructuration du capital modifiera de manière significative la structure de capitaux permanents et la direction ne s'attend pas à un effet majeur de ces nouvelles normes par la suite.

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Durant le cours normal des affaires, la situation financière clients est évaluée sur une base continue et la solvabilité de tous les nouveaux clients est appréciée. La direction évalue une provision pour mauvaises créances selon les risques de crédit.

Perspectives

La direction s'attend à ce que les revenus sur la vente des produits existants et nouveaux continuent de croître. Elle prévoit également augmenter les marges bénéficiaires brutes en dollars. La recherche et le développement continueront d'être un élément clé dans lequel la Société investit. Des ressources additionnelles seront dédiées aux ventes et au marketing. Une augmentation des frais généraux et administratifs est prévue en raison des coûts additionnels associés au fonctionnement d'une société ouverte.

V. RISQUES ET INCERTITUDES

Il y a certains risques inhérents dans les opérations de la Société qui pourraient affecter les résultats financiers dans l'avenir. La direction croit que les risques les plus significatifs sont les suivants :

Croissance des revenus

La croissance des revenus et la base de clients sont sujettes à beaucoup de facteurs indépendants de notre volonté. À titre d'exemple, les conditions économiques générales, de temps en temps, peuvent avoir une influence certaine sur la décision d'achat de clients potentiels, dans les marchés commerciaux et de consommateurs. L'augmentation des coûts de carburant peut également avoir un impact significatif sur les revenus nets disponibles de notre base de clients courante et potentielle. Pour alléger les risques mentionnés ci-dessus, la direction concentre ses efforts à promouvoir les avantages financiers que les consommateurs et les clients d'affaires peuvent réaliser par l'utilisation de nos produits et services.

Fournisseurs principaux

Afin de réaliser des économies d'échelle, la direction emploie quelques fournisseurs principaux pour l'approvisionnement des composants matériel. Aucune assurance ne peut être donnée que la Société n'éprouvera pas de retard et de difficultés dans l'approvisionnement des composants matériel pour faire face à la demande prévue. Pour alléger ce risque, la Société maintient un inventaire suffisant lui permettant de s'approvisionner de d'autres sources et d'intégrer des équivalents de composants matériel de d'autres fournisseurs.

Réseaux sans fil

La Société est tributaire des réseaux sans fil possédés et dirigés par d'autres. Si ses clients n'ont pas un accès continu et une capacité suffisante sur des réseaux fiables, la Société pourrait ne pas être en mesure de fournir des services et les revenus pourraient alors diminuer.

Portrait concurrentiel

On s'attend à ce que le marché pour les services de la Société devienne de plus en plus concurrentiel à l'avenir. Cette concurrence peut avoir un impact négatif sur sa capacité d'acquérir de nouveaux clients ou de produire des revenus additionnels.

Acquisitions

La direction compte acquérir des compagnies qui pourraient augmenter ou compléter ses affaires courantes. De telles acquisitions peuvent impliquer des engagements significatifs de ressources financières ou autres. Il ne peut y avoir aucune assurance que de telles acquisitions produiront des revenus ou d'autres retours pour la Société, ou que des ressources financières ou autres investies dans de telles activités ne seront pas perdues. De telles activités pourraient également créer des contraintes additionnelles sur ses ressources administratives et opérationnelles et sur sa capacité à contrôler sa croissance.

Mobicom, Mobilus et Mobiguard sont des marques de commerce de Corporation Datacom Wireless.
Corporation Datacom Wireless, 440 boul. Armand-Frappier, bureau 350, Laval (Québec) Canada H7V 4B4
Téléphone : +1 450 681-6667; télécopieur : +1 450 681-2201; site Internet : www.datacom.com
An English edition is available upon request to the Investor Relations Department or on the website of SEDAR at www.sedar.com or on the website of Datacom Wireless Corporation at www.datacom.com.